



Synthèse du Colloque de l'ACCC
sur la
viabilité environnementale

Les 19 et 20 novembre 2007

Ottawa, Ontario

INTRODUCTION

Le Colloque de l'ACCC sur la «viabilité environnementale» a été présenté les 19 et 20 novembre à Ottawa, en Ontario. Le colloque était coprésidé par Tony Tilly, le président du Fleming College, et Jon Ogrizlo, de la Direction de l'environnement, de l'horticulture et de l'agroalimentaire au Niagara College. Plus de 50 collèges et instituts de partout au Canada étaient représentés à ce colloque. L'ACCC tient à exprimer sa plus sincère reconnaissance aux conférenciers, panélistes et participants, ainsi qu'aux membres du groupe de travail composé des deux co-présidents et de Deanna Douglas, boursière du Langara College, qui a guidé l'ACCC dans l'élaboration du programme de ce colloque.

Le colloque a été organisé en réponse à une priorité établie par les membres du Conseil de l'ACCC, qui reconnaissaient que la sensibilisation et l'exemple sont essentiels pour assurer un avenir plus viable. Des années d'expérience en éducation et en sensibilisation publiques, ainsi que la compilation et le partage de pratiques exemplaires ont contribué à faire des collèges et des instituts des modèles à suivre dans des secteurs comme la planification, l'exploitation, l'élaboration de programmes d'études, le leadership institutionnel, la vie étudiante, le développement communautaire et les partenariats privés et publics novateurs.

Le colloque a permis aux participants de partager des pratiques exemplaires pour intégrer les principes de la viabilité aux énoncés de vision, missions, valeurs de base, plans stratégiques, priorités, politiques, opérations et stratégies d'approvisionnement, ainsi que d'apprendre comment les employés et les étudiants sont devenus des citoyens écosensibles et des agents de changement pour leurs collectivités. Le colloque a décrit comment les membres de l'ACCC ont établi des partenariats avec d'autres établissements, des entreprises et des collectivités pour les aider à devenir dynamiques au plan social, sûrs au plan économique et viables au plan environnemental.

Voici les points saillants du programme :

- Réflexions sur le passé
- Tendances internationales (PNUE, É.-U.)
- Perspectives canadiennes (TRNEE, FCEI)
- Perspectives des réseaux (CCEN, ECO Canada, Conseil sectoriel de l'électricité)
- Perspectives des collèges (leadership institutionnel, idées et initiatives novatrices)
- Engagement des étudiants (Coalition Jeunesse Sierra, Niagara Environmental Corps)
- Conclusion, synthèse

SOMMAIRE

RÉFLEXIONS SUR LE PASSÉ

Le Colloque a commencé avec l'exposé *Réflexions sur le passé* de **Gerry Brown**, ex-président du John Abbott College et président sortant de l'ACCC, et **Brian Desbiens**, ex-président du Fleming College, qui avaient tous les deux coprésidé le Groupe de travail de l'ACCC sur l'environnement au début des années 1990. À la suite de consultations avec les collègues, les instituts et les parties prenantes, le groupe de travail avait mis sur pied un Programme d'écocivisme à l'ACCC et produit des publications, comme le *Guide vert* (en collaboration avec la TRNEE et Nissan), qui présentait un survol des étapes à suivre pour assurer la gérance environnementale, et la disquette *Greening Campuses* (en collaboration avec l'IIDD), qui décrivait comment intégrer le développement durable au programme d'études, comment écologiser les campus par le biais de l'approvisionnement, de la gestion des déchets et du recyclage, et comment écologiser les collectivités.

MM. Brown et Desbiens ont souligné que le contexte avait beaucoup changé au cours des 15 dernières années et qu'il y avait maintenant un sentiment d'urgence d'agir «pour sauver la planète». Ils ont également reconnu que les questions environnementales recoupaient maintenant les dimensions socio-économiques et culturelles et qu'elles étaient liées à des aspects touchant la souveraineté. En regardant vers l'avenir, les deux y voient une conjoncture favorable et ils ont souligné comment les collègues sont dans une situation unique pour être des chefs de file et prendre les mesures nécessaires dans leurs collectivités.

TENDANCES INTERNATIONALES

PERSPECTIVES MONDIALES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Jane Barr, consultante indépendante auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et associée de recherche à l'Institut international du développement durable (IIDD), a fait une présentation au sujet des conclusions de la *Quatrième édition de l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) du PNUE* (www.unep.org/geo), qui a été rendu public à la fin d'octobre 2007. Ce rapport phare qui survient 20 ans après le Rapport Brundtland (*Notre avenir à tous*) évalue l'état actuel de l'atmosphère, du sol, de l'eau et de la biodiversité à l'échelle mondiale et détermine les domaines d'activité prioritaires. Le rapport offre un survol des tendances environnementales, sociales et économiques à l'échelle mondiale et régionale depuis les 20 dernières années. Il met en lumière les interdépendances, les défis et les perspectives qu'offre l'environnement pour le développement et le bien-être humain. Il trace quatre scénarios pour explorer un avenir plausible d'ici l'an 2050. (www.unep.org/geo/geo4/)

US PARTNERSHIP FOR EDUCATION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Debra Rowe, Ph.D., présidente du U.S. Partnership for Education for Sustainable Development (www.uspartnership.org), co-présidente du Higher Education Associations Sustainability Consortium (www.heasc.net), conseillère principale de l'Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (www.aashe.org), agrégée supérieure de l'Association of University Leaders for a Sustainable Future (www.ulsf.org) et professeure en énergies durables et en sciences du comportement (www.oaklandcc.edu/EST), a fait une présentation intitulée **La viabilité : le concept du «triple résultat»**.

La D^{re} Rowe a fait référence à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014). Elle a indiqué que le temps des adeptes de la pensée critique et des stratégies de salon est révolu et que nous devrions tous être des «gens d'action» en favorisant le concept du triple résultat (écosystèmes, collectivités et économies sains) et nous engager dans la recherche de solutions. Elle a souligné que nous étions témoins des effets pervers de la négligence et de l'ignorance : l'interruption de la chaîne alimentaire, la manifestation de phénomènes météorologiques extrêmes, la diminution des sources d'eau, la prolifération des maladies, la submersion des masses terrestres, autant de phénomènes qui représentent rien de moins que la rupture de la civilisation.

La D^{re} Rowe a souligné que le concept de l'**éducation à l'action** est la clé et que les collègues ont la crédibilité nécessaire pour être des agents du changement dans leur collectivité. Détenant des diplômes en affaires et en psychologie, elle a indiqué que les employés et les étudiants devraient non seulement avoir de bonnes connaissances dans leur domaine d'étude, mais également être, à titre de citoyens responsables, sensibilisés aux compétences interpersonnelles et intrapersonnelles (y compris la résolution des conflits et le quotient émotionnel), ainsi qu'aux aptitudes pour l'optimisme, la pensée systémique, la perception de l'avenir et le rôle d'agent de changement.

La D^{re} Rowe a parlé de la viabilité comme étant le principe directeur pour l'éducation et qu'il devrait être intégré à divers aspects des collèges, comme la mission, la vision, la planification stratégique, le programme d'études, les priorités de recherche, les achats, le fonctionnement des campus, la vie étudiante, le développement professionnel, les stratégies de sensibilisation, les activités des anciens étudiants, les investissements éthiques, ainsi que la promotion des intérêts au sein de la collectivité et auprès des législateurs. Elle a fait référence à de nombreux sites Web et outils et suggéré de regrouper les exemples et de les communiquer aux médias, d'encourager les promesses et les déclarations, et de créer des prix d'excellence et de reconnaissance. Elle a également indiqué que les collèges devraient participer à la révision de tous les manuels scolaires, afin de garantir que les principes de la viabilité y sont intégrés. Dans d'autres interventions, elle a précisé que la viabilité doit avoir l'appui de la haute direction... que chaque campus doit avoir un coordonnateur de la viabilité (relevant du président), que la viabilité doit être un critère de sélection, un élément de chaque description de poste et que les collèges doivent adhérer à des organismes comme l'Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (A.A.S.H.E.)

Elle a terminé sa présentation inspirante en déclarant que le moment était venu d'adopter des mesures MAJEURES et qu'il est important d'agir dès maintenant... et de mettre en œuvre des solutions immédiatement. Nous connaissons le «pourquoi»... le moment est venu de déterminer le «comment» et le «qui».

PERSPECTIVES CANADIENNES

TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE

David McLaughlin, le président-directeur général de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) (www.nrtee-tree.ca), a fait une présentation sur la ***Viabilité dans l'élaboration des politiques relatives aux changements climatiques***. Il a commencé par présenter un survol de l'organisme. La TRNEE est un organisme fédéral consultatif stratégique indépendant créé en 1988. Il a indiqué qu'il avait hâte au 20^e anniversaire en 2008. Ses membres proviennent de partout au Canada et représentent un large éventail de secteurs et de disciplines – gens d'affaires, environnementalistes, chercheurs, experts politiques, dirigeants syndicaux et groupes autochtones. Il a souligné avec fierté le travail d'une des membres de son conseil, Sheila Watt-Cloutier, qui avait été nommée candidate au Prix Nobel pour la paix.

Il a indiqué que la TRNEE est à la croisée des questions environnementales et économiques, qu'elle offre un cadre neutre pour les solutions intégrées, le débat et les idées, et qu'elle relève du gouvernement et du Parlement par le biais du ministre de l'Environnement. Il a ajouté que le gouvernement fédéral a demandé à la TRNEE de lui fournir des conseils au sujet des objectifs et des scénarios en vue de réduire les émissions de GES et les polluants atmosphériques au Canada.

Il a ensuite présenté les principales conclusions du rapport intérimaire de la Table ronde dévoilé en juin 2007, nommément :

- le gouvernement doit donner un signal politique clair, conséquent et à long terme (y compris fixer un prix pour le carbone);
- aucun signal de ce qui constituerait un meilleur prix;
- l'importance d'établir et d'atteindre les cibles de 2020 si nous voulons atteindre les cibles de réduction à long terme de 65 p. cent d'ici 2050; et
- tout retard dans la mise en œuvre d'un prix pour les GES risquerait de mettre les cibles de réduction des GES à long terme hors de portée pour le Canada, ce qui aurait pour effet de faire grimper de façon importante le prix des émissions futures.

Les autres secteurs de politiques et de recherche de la TRNEE sont : l'assurance et les mécanismes alternatifs de transfert des risques, les codes et les normes, et la gestion des catastrophes. Il a indiqué qu'une politique efficace de réduction des émissions de carbone devrait s'intégrer aux autres initiatives à l'échelle internationale, tenir compte des réalités économiques, sociales et géographiques canadiennes, appliquer la tarification du carbone à l'ensemble de l'économie, combiner l'établissement du prix aux règlements, donner lieu au déploiement de technologies, obtenir des gestes immédiats et soutenus concernant les réductions des émissions, modifier le comportement des entreprises et des consommateurs et pouvoir être suivi, mesuré et adapté en fonction des circonstances.

Il a terminé sa présentation en mentionnant les défis futurs : assurer la coordination entre les gouvernements, obtenir de l'information et des données sur les impacts et convaincre la population d'accepter de plus grands compromis et les consommateurs de modifier leurs comportements.

FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE

Corrine Pohlmann, vice-présidente de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (www.cfib.ca), a fait une présentation au sujet du plus récent rapport de l'organisme, intitulé **Objectif éco-prospérité – Les perspectives des PME sur l'environnement**. Elle a indiqué que son association regroupe plus de 105 000 PME de tous les secteurs de l'économie. L'organisme est axé sur la recherche et il effectue des sondages tous les mois auprès de ses membres.

Ce rapport est basé sur les réponses de 11 000 firmes, ce qui permet à l'organisme d'exprimer avec confiance la perspective des petites et moyennes entreprises. Elle a indiqué que les PME croient fortement qu'il est possible de faire croître l'économie et de protéger l'environnement en même temps. Les principales préoccupations sont le recyclage des matériaux, la conservation de l'énergie, ainsi que l'eau potable et les égouts. Près de la moitié ont mentionné les changements climatiques et un tiers ont mentionné les dépotoirs et les sites d'enfouissement, la gestion des déchets toxiques, la pollution atmosphérique et la préservation des forêts. Dans l'ensemble, les PME sont motivées par leurs opinions et leurs valeurs personnelles, ainsi que par la possibilité de réaliser des économies de coûts et non par les règlements en vigueur. Les obstacles à l'action comprennent le manque d'information, le manque de fonds et la complexité des règlements. Pour une PME moyenne, il est impossible de connaître et de se conformer aux innombrables exigences réglementaires de tous les paliers de gouvernement.

Le rapport conclut que les PME sont favorables aux mesures de sensibilisation, de soutien à la recherche sur les sources d'énergie de remplacement et d'efficacité énergétique. Elles sont toutefois moins favorables au durcissement des règlements environnementaux et à l'introduction de taxes ou de pénalités financières.

Voici certaines des recommandations de la FCEI à tous les paliers de gouvernement, aux services publics et aux acteurs clés :

- améliorer la communication au sujet des possibilités en matière d'environnement
- créer un portail internet à guichet unique
- simplifier la réglementation
- s'abstenir d'imposer de nouvelles taxes environnementales
- réduire la paperasserie
- appuyer la recherche sur les sources d'énergie de remplacement
- explorer la notion de «bail vert»
- explorer le rôle accru que pourraient jouer les institutions financières

PERSPECTIVES DES RÉSEAUX ET DES CONSEILS SECTORIELS

CANADIAN COLLEGE ENVIRONMENTAL NETWORK CCEN

Jon Ogrizlo, directeur de la Division de l'environnement, de l'horticulture et de l'agroalimentaire au Niagara College, a fait une présentation au sujet du **Canadian College Environmental Network (CCEN)**. Il a présenté l'historique du réseau, depuis sa création à titre de conseil sectoriel à Calgary en 2003, et il a mentionné ses partenaires : l'ACCC, Eco Canada et le Canadian University Environmental Science Network. Il a décrit les fonctions de base du CCEN, qui comprennent : le perfectionnement professionnel, la transférabilité et la collaboration au niveau de l'agrément et de la certification, ainsi que les normes, les politiques et les stratégies nationales. Il a proposé d'envisager des liens de communication entre les groupes d'affinité en vue d'intégrer les principes de la viabilité à leur travail. Il a également invité les participants à assister à la prochaine réunion du réseau, qui se tiendra à Halifax, les 5 et 6 juin 2008, et dont le thème sera un excellent suivi au colloque «Sensibilisation à la viabilité environnementale». (www.eco.ca/ccen)

Kevin Henderson, du NSCC (Campus Waterfront), qui sera l'hôte de la conférence, a fait une brève présentation au sujet du programme proposé et indiqué qu'il pourrait y avoir un salon professionnel pour montrer les technologies qui contribuent à écologiser les campus. Cette conférence examinera trois questions :

Pourquoi nous avons besoin de l'éducation en viabilité environnementale.

Comment créer des environnements pour l'éducation sur la viabilité environnementale.

Comment intégrer l'éducation en matière de développement viable dans notre apprentissage.

ECO CANADA

Grant Trump, le président-directeur général d'ECO Canada (www.eco.ca), un organisme axé sur les carrières en environnement, a fait une présentation sur la **Viabilité environnementale : une question de ressources humaines**. Il a souligné la nécessité de relier l'environnement aux gens, à la santé et à la sécurité, et décrit la mission d'ECO Canada, qui consiste à assurer un bassin suffisant de personnes ayant des compétences manifestes et les connaissances requises pour répondre aux besoins en ressources humaines dans le domaine de l'environnement dans les secteurs public et privé.

Il a énoncé les objectifs de l'organisme, qui sont :

- promouvoir la formation continue en milieu de travail
- faciliter la mobilité et les transitions au marché du travail
- aider les travailleurs à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour favoriser l'innovation
- encourager le secteur privé à s'approprier et à investir dans des solutions qui permettent de relever les défis au chapitre des compétences.

Il a également souligné que les normes professionnelles nationales étaient le fondement des projets de l'organisme et comprenaient l'accréditation individuelle ainsi que l'accréditation des cours/programmes, comme le National Environmental Program Accreditation (NEPA) et le Bureau canadien de reconnaissance professionnelle des spécialistes de l'environnement (BCRPSE). Il a également fait référence à la création du Centre canadien pour l'éducation en

environnement (CCEE), une co-entreprise d'ECO Canada et de la Royal Roads University, qui comporte un partenariat avec 33 universités et 26 collèges à l'échelle du Canada en vue de concevoir un projet d'apprentissage offert entièrement en ligne et d'offrir des services de formation professionnelle.

CONSEIL SECTORIEL DE L'ÉLECTRICITÉ

Catherine Cottingham, la directrice générale du Conseil sectoriel de l'électricité (www.brightfutures.ca), a fait une présentation intitulée **Un avenir énergétique durable**. Elle a souligné que le Canada est un des chefs de file dans la production d'électricité. Elle a précisé que le Conseil collabore actuellement avec RNCAN à l'élaboration de cinq normes professionnelles nationales pour inculquer une certaine rigueur à l'élaboration des programmes d'études au niveau collégial, et assurer une cohérence pour les industries :

- Gestionnaire de projet (*avec des profils pour les urbanistes, les gestionnaires de la construction et les concepteurs de projets éoliens*)
- Opérateur (*avec des profils pour les opérateurs de réseaux énergétiques et les opérateurs de centrales énergétiques*)
- Technologue et technicien en électricité
- Technicien et technologue en protection et contrôle de réseaux énergétiques
- Technicien en éoliennes

Des négociations sont en cours pour ajouter des normes dans les secteurs de l'énergie solaire et de l'énergie géothermique. Elle a également indiqué que RNCAN a financé la traduction du programme d'études élaboré par le Cégep de Gaspésie pour l'énergie éolienne.

PERSPECTIVES DES COLLÈGES

LEADERSHIP INSTITUTIONNEL

Des pratiques exemplaires en matière de leadership institutionnel ont été présentées par deux présidents de collèges.

NORTHERN ALBERTA INSTITUTE OF TECHNOLOGY

Sam Shaw, du Northern Alberta Institute of Technology (**NAIT**) (www.nait.ca), a présenté un survol de son établissement, précisant que le collège figure parmi les 35 principaux employeurs de l'Alberta. Il a décrit le processus de consultation qui a permis de reconnaître la viabilité comme une priorité et de l'intégrer à un exercice de visionnement, ainsi qu'ultérieurement à des orientations clés, à des principes directeurs, à des plans d'affaires et à des opérations. Les autres mesures comprenaient : la création d'un poste d'agent de la viabilité relevant du chef de cabinet du président, la création d'ecoNAIT (www.nait.ca/ecoNAIT), un comité environnemental avec une représentation de tous les secteurs de l'institut, l'implantation de Facebook, et le conseil du mois. Il a donné des exemples d'autres mesures mises en œuvre, comme le recyclage du papier, le choix de produits de nettoyage verts, l'utilisation de tasses et d'assiettes biodégradables, la fermeture des lumières, l'exigence que les nouvelles constructions obtiennent au moins la certification argent de LEED, la réutilisation de l'eau des piscines et des

initiatives futures qui comprendraient le compostage et le chauffage géothermique.

Il a conclu sa présentation en partageant sa recette pour le succès :

- trouver un champion
- encourager et offrir un soutien
- promouvoir et communiquer
- faire de la viabilité une priorité
- établir des données de référence
- utiliser les économies pour réaliser d'autres projets
- célébrer les réussites!

CÉGEP DE ROSEMONT

Patricia Hannigan, du **Cégep de Rosemont**, a présenté un survol du cégep et a décrit comment le Cégep de Rosemont avait acquis la réputation d'être un envirocollège (www.crosemont.qc.ca). Elle a précisé que le cégep avait lancé l'écodéveloppement en 1975 en intégrant les préoccupations environnementales et économiques. Rosemont a été le premier établissement à adopter, en juin 1996, une politique institutionnelle pour guider et appuyer cette action en éducation environnementale.

Par la suite, le cégep a intégré un plan de gestion des déchets et participé à des activités culturelles et sportives à Montréal, comme le Festival international de jazz et les Francofolies. Le cégep a également élaboré des plans de gestion de l'environnement pour le Jardin botanique, le Biodôme et l'Insectarium, ainsi que pour le Casino de Montréal, le parc et les sites contaminés du canal de Lachine, ainsi qu'un programme d'efficacité énergétique pour le complexe hospitalier Marie-Clarac.

En outre, la nouvelle bibliothèque du cégep a maintenant un toit vert de 10 000 pi² recouvert de plantations qui permet de réduire la chaleur (de 40 p. cent), de filtrer la poussière urbaine et de retenir l'eau de pluie.

Le cégep a remporté beaucoup de prix, dont : le Prix environnemental Phénix en 1995 et 2001, le Prix d'excellence en développement durable d'Alcan en 1998 et 2000, le Prix d'excellence EECOM en 2002, le Prix d'excellence de l'ACDI pour le projet de gestion environnementale urbain 1997-2001 au Laos, et le Prix Energia en 2002. Le cégep a également été le premier établissement d'enseignement à obtenir le certificat «Ici, on recycle» en 2004 et le premier collège à obtenir la certification de CÉGEP vert du Québec, niveau excellence, de l'organisme Environnement jeunesse (ENJEU) en 2005.

IDÉES ET INITIATIVES NOVATRICES

SENECA COLLEGE

Bill Humber, le président de la School of Civil and Resources Technology au Seneca College (www.senecac.on.ca), a fait une présentation au sujet du **développement de restauration**. Il a décrit comment le Seneca College a été reconnu à titre d'expert en viabilité urbaine et a établi

un partenariat en matière de viabilité avec des entreprises, des gouvernements et des défenseurs de l'environnement en vue d'améliorer l'enseignement et d'accroître la visibilité des technologues, des techniciens et des gens métiers. Il a indiqué que ces intervenants sont les garants du cycle de vie de la viabilité urbaine puisqu'ils appuient les architectes, les ingénieurs et les urbanistes dans la conception, la construction et le maintien de solutions vertes. Il a fait référence aux concepts élaborés par Storm Cunningham dans son ouvrage *The Idea of Restoration* et parlé de l'«augmentation de la richesse» par opposition à «perte de richesse». Il a également fait allusion à la crise des 3C : corrosion, contrainte, contamination. Il a également précisé que le Seneca College avait été choisi pour accueillir le «Secretariat of the Revitalization Institute».

CAMBRIAN COLLEGE

John Hood, gestionnaire de projet, et **Les Lisk**, coordonnateur de la recherche appliquée, ont axé leur présentation sur le ***Sustainable Energy Centre de Cambrian : un bâtiment vivant.***

Dans leur présentation, ils ont souligné qu'entre 1990 et 2004, la consommation totale d'énergie au Canada avait augmenté de 23 p. cent et qu'on prévoit qu'elle augmentera d'un autre 20 p. cent d'ici 2020. Ils ont indiqué que l'efficacité énergétique peut aider le Canada à favoriser la croissance économique tout en gérant les demandes d'énergie et que l'industrie de l'efficacité énergétique emploie des milliers de Canadiens qui fabriquent et vendent des produits, des technologies et des services efficaces. Ils ont cité John Doer, un gourou de la technologie, qui a déclaré que les sources d'énergie renouvelable offriront les plus importants débouchés économiques du siècle.

Ce nouveau Centre, le premier «bâtiment vivant» en Amérique du Nord, sera une installation d'enseignement et de recherche appliquée novatrice qui offrira aux entrepreneurs et aux entreprises la possibilité de concevoir des prototypes, de réaliser des essais et de démontrer les systèmes d'énergie viable et les technologies des bâtiments verts. www.cambriancollege.ca

FLEMING COLLEGE

Tony Tilly, du Fleming College (www.flemingcollege.com), a parlé de ***La technologie environnementale : un outil de renforcement de l'enseignement et de l'apprentissage.*** Il a précisé que la viabilité était intégrée aux objectifs stratégiques de son collège, qui sont :

- atteindre l'excellence en apprentissage;
- offrir des services et des installations supérieures;
- **être un chef de file dans les pratiques et les programmes environnementaux;**
- croître en obtenant des résultats positifs;
- bâtir la réussite communautaire; et
- optimiser la culture organisationnelle et le développement.

Il a donné des exemples des réalisations du Fleming College au plan environnemental : la nouvelle aile de technologie environnementale, les puits géothermiques, l'éolienne, les

initiatives liées à la lumière et à l'énergie solaire, le toit vert, le mur vivant, le Centre for Alternative Wastewater treatment, (CAWT), le sentier de la découverte, le jardin de la biodiversité, le centre de pisciculture et des projets de restauration.

En janvier 2006, le collège a lancé la Frost Sustainable Campus Initiative, qui a adopté le Campus Sustainability Assessment Framework (CSAF), commandité par la Sierra Youth Coalition. Ce cadre est utilisé pour évaluer les pratiques institutionnelles, dans le but d'établir les objectifs d'amélioration écologique et socio-économique.

L'initiative au Frost Campus vise à réduire l'impact environnemental des activités humaines – la consommation des ressources et la production de déchets – par le biais des objectifs tangibles suivants :

- améliorer le recyclage
- réduire la consommation de papier
- acheter des produits écologiques
- réduire les déchets au moyen du compostage
- trouver des solutions écologiques aux pratiques de la cafétéria, et
- gérer l'occupation du sol

RED RIVER COLLEGE

Ted Maciurzynski, directeur, Conception, planification et construction, et **Robert Olsen**, vice-président associé, Installations et services des campus, ont parlé du **Heavy Equipment Training Center du Red River College**. Ils ont décrit le programme Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), un système de points qui permet d'évaluer un projet et de déterminer son niveau de viabilité. www.rrc.mb.ca

Le programme LEED compte six catégories et alloue un pointage différent pour chacune :

- Sites viables – possibilité de 14 points
- Consommation efficiente de l'eau - possibilité de 5 points
- Énergie et atmosphère – possibilité de 17 points
- Matériaux et ressources – possibilité de 14 points
- Qualité de l'environnement intérieur – possibilité de 15 points
- Innovation et processus de conception – possibilité de 5 points

Possibilité de 70 points

Pointage requis pour obtenir la certification :

- Platine 52 points et plus
- Or – de 39 à 51 points
- Argent – de 33 à 38 points

Puisque certains gouvernements exigent maintenant que les constructions financées à l'aide de fonds publics soient certifiées LEED (comme au Manitoba), les participants ont discuté du système de points et des défis qu'il entraîne. Ils ont reconnu qu'il faut plus d'informations et de partage d'expériences.

PERSPECTIVE DES ÉTUDIANTS

COALITION JEUNESSE SIERRA

Anjali Helherty, coordonnatrice nationale, Campus viables, de la **Coalition Jeunesse Sierra** (national@syncjs.org), a parlé de son organisme et de sa présence à l'échelle d'un réseau de 65 campus. Elle a parlé de la mission de l'organisme, qui consiste à engager (habiliter les jeunes Canadiens pour qu'ils deviennent des membres actifs de leurs collectivités), éduquer (leur faire prendre conscience de l'interdépendance entre toutes choses) et changer (remettre en question les systèmes inéquitables et non viables en trouvant des solutions) dans une optique de sept générations (garantir que les voix de l'avenir sont clairement entendues). Elle a décrit certaines de leurs initiatives, comme le CSAF (Campus Sustainability Assessment Framework). Elle a indiqué que certaines mesures prises aux États-Unis pourraient être adoptées au Canada, comme la promesse d'obtention de diplôme pour les étudiants, l'engagement du président à lutter contre les changements climatiques et l'adoption d'un législateur.

Elle a invité les participants à la prochaine conférence nationale de son organisme en 2008, qui se tiendra à Québec.

NIAGARA ENVIRONMENTAL YOUTH CORPS

Martin Smith, coordonnateur, Programme de technicien en environnement, **Natalee Tokar**, gestionnaire de projet de recherche, **Jennifer Kertai**, étudiante, et **Vince NG**, étudiant, ont fait un exposé sur le **Niagara Environmental Corps (NEC)**, qui a été créé dans le but d'accroître la sensibilisation à l'environnement, d'aider les entreprises et les organismes communautaires sans but lucratif à élaborer et à faire l'essai de solutions environnementales aux problèmes, et de créer des possibilités pour permettre aux étudiants d'acquérir de l'expérience dans la recherche appliquée axée sur l'environnement. Les exemples de projets comprennent le rétablissement et la surveillance de l'habitat, la restauration des écosystèmes, le réaménagement et la conservation des terres humides, la gestion des déchets et l'énergie.

Niagara a organisé sa première Journée verte le 12 septembre 2007 dans le but d'offrir une tribune pour les questions environnementales. En partenariat avec des organismes privés et publics, le NEC planifie des projets en vue d'appuyer l'agriculture et la pisciculture viables, promouvoir des collectivités rurales dynamiques, ainsi que protéger, restaurer et améliorer l'environnement naturel. Le NEC prévoit également mettre sur pied un Junior Corps, dans lequel des étudiants du secondaire participeraient à des projets environnementaux.

Cette présentation a suscité beaucoup d'intérêt chez les participants, qui considéraient qu'il s'agissait d'un bon modèle pour l'engagement des étudiants. On a suggéré qu'avec une aide appropriée, il serait possible de mettre en œuvre une initiative nationale en utilisant le NEC comme modèle. On a également suggéré que les étudiants d'autres secteurs, comme l'accueil, le tourisme, les sciences politiques et sociales, soient également invités à se joindre au groupe environnemental et que l'on envisage d'allouer des crédits scolaires pour ce travail.

Les participants ont discuté de la création d'un programme de stages en études environnementales pour aider les PME et d'autres organismes (comme les municipalités) à effectuer des vérifications environnementales, à offrir de l'information et à proposer des solutions.

CONCLUSIONS

Le colloque s'est terminé par un débat en groupe au sujet des stratégies pour aller de l'avant. Les participants ont reconnu que la viabilité n'était pas limitée aux questions environnementales, mais comprenait aussi les dimensions socio-économiques et culturelles. Pour amener la «viabilité» dans le courant de pensée principal et à l'avant-plan, un changement de paradigme est nécessaire afin de créer une «culture de la viabilité». Comme l'ont démontré les présentateurs, beaucoup de choses ont été réalisées et sont en voie d'être réalisées à l'échelle locale, mais compte tenu du sentiment d'urgence, un appel à l'action et des «grands pas» sont nécessaires.

Le président Tony Tilly a présenté un cadre de discussion décrivant les défis et les prochaines étapes. Il a indiqué que cinq secteurs doivent être abordés :

- les capacités des diplômés (compétences et programmes)
- une vision et un échéancier (adopter, adapter ou élaborer un nouveau cadre)
- des pratiques exemplaires (objectifs, engagement et pratiques institutionnels, programme d'études, initiatives étudiantes)
- la promotion des intérêts (en particulier auprès des législateurs)
- le rôle de l'ACCC (priorités d'action, moyens pour donner suite aux conclusions du colloque)

Voici un résumé des discussions qui offre certaines suggestions utiles pour les collèges et l'Association, afin de guider leur travail et rendre leurs collectivités dynamiques au plan social, sûres au plan économique et viables au plan environnemental.

SUGGESTIONS POUR LES COLLÈGES

Afin de créer une culture de viabilité, les collèges pourraient envisager les mesures suivantes à différents niveaux d'intervention.

Leadership institutionnel

- intégrer les principes de la viabilité dans les principaux documents et rapports (comme l'énoncé de vision, la mission, les valeurs fondamentales, les plans et les priorités stratégiques, les rapports annuels);
- inclure les aspects liés à la viabilité dans les critères de sélection et dans toutes les descriptions de poste.

Fonctionnement des campus

- intégrer la viabilité aux politiques et aux activités opérationnelles (par ex., la construction, l'énergie, les achats, l'approvisionnement, les installations, le recyclage, l'aménagement paysager, les investissements éthiques);
- élaborer un plan de viabilité pour le collège et créer un bureau ou une chaire de la viabilité, ou nommer un coordonnateur de la viabilité, mettre sur pied un groupe de travail sur la viabilité, effectuer des évaluations et rédiger des rapports de viabilité.

Programme d'études

- intégrer la viabilité au programme d'études, aux initiatives interdisciplinaires, aux projets, aux ateliers et aux réunions, assurant ainsi que les étudiants acquièrent des compétences (connaissances, compréhension, motivation, aptitudes) pour devenir des agents de changement et contribuer à un avenir viable;
- participer à des réseaux et à des consortiums de viabilité, partager des pratiques exemplaires, des recherches et des modèles.

Vie étudiante

- intégrer les principes de la viabilité aux sports, loisirs et autres activités des campus;
- créer un «corps environnemental»;
- établir des partenariats avec la Coalition Jeunesse Sierra et des organismes locaux.

Approche communautaire et partenariats

- établir des partenariats avec les établissements, les entreprises et les collectivités
- créer des prix – programmes de reconnaissance pour célébrer les succès.

SUGGESTIONS POUR L'ACCC

- Faire participer le conseil et les établissements membres à un programme renouvelé axé sur la viabilité.
- Établir un processus pour élaborer une vision et une stratégie en matière de viabilité environnementale.
- Examiner la possibilité d'organiser des initiatives comme l'Engagement du président à lutter contre les changements climatiques et les promesses aux étudiants.
- Intégrer les aspects liés à la viabilité au perfectionnement professionnel (formation des présidents et des vice-présidents, activités de formation des cadres) et aux événements (conférences).
- Mobiliser le CCEN en vue de promouvoir les principes de la viabilité et envisager une coopération avec d'autres groupes d'affinité.
- Réenergiser les partenariats et la collaboration avec des organismes et des ministères nationaux (TRNEE, FCEI, FCM, CAUBO, ministères du gouvernement fédéral : EC, RHDSC, RNCan, TC).
- Renforcer les partenariats et la coopération avec des associations internationales (AACC, AASHE).
- S'inspirer des produits initiaux, comme le Guide vert, pour collaborer et diffuser les pratiques exemplaires, les programmes et les partenariats des collèges.

- Offrir de l'information au sujet des bâtiments verts, de la certification LEED, des modèles de «bâtiments vivants» et des leçons apprises.
- Examiner les possibilités d'établir un corps environnemental national pour les étudiants.
- Élaborer une stratégie de sensibilisation et de promotion des intérêts (expressément pour les législateurs).
- Rechercher de nouvelles ressources pour améliorer le travail de l'Association dans le domaine de la viabilité environnementale.

À des fins de consultation future

- Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008, *La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité dans un monde divisé* (<http://hdr.undp.org>)
- www.myfootprint.org
- www.playagreaterpart.org
- think@mtv.com
- www.earthprint.com